SOCIETE CIVILE BURUNDAISE

LEGENDE :

LIBELLE	ABREVIATIONS
SOCIETE CIVILE – UPRONA	**SOCIV-UPRONA**
SOCIETE CIVILE – UPRONA/FRODEBU	**SOCIV-UPRONA/FRODEBU**
SOCIETE CIVILE – UPRONA/EXTREME DROITE HIMA	**SOCIV-UPRONA/EDH**
SOCIETE CIVILE – AUTRES	**SOCIV**
SOCIETE CIVILE – SOCIALE	**SOCIV-SOC**
SOCIETE CIVILE –INTERNATIONALE/AUTRES	**SOCIV-INT**
SOCIETE CIVILE –INTERNATIONALE/FRANCE	**SOCIV-INT/FRANCE**
SOCIETE CIVILE –INTERNATIONALE/CHINE	**SOCIV-INT/CHINE**
SOCIETE CIVILE –INTERNATIONALE/ALLEMAGNE	**SOCIV-INT/ALLEMAGNE**

DECEMBRE 2012

1. - (SOCIV-SOC)« Environ 220 enfants de moins de cinq ans meurent encore chaque jour au Burundi » (Albert Siminyu, directeur National de World Vision Burundi, lors du lancement de sa campagne de plaidoyer pour la santé de l'enfant « Child Health Now ») (media: Iwacu-burundi.org)

2. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Le président de l'APRODH ,Pierre Claver Mbonimpa, réagit suite à l'évasion de Nzarabu (impliqué dans l'affaire du massacres de Gatumba) : "... c'est Nzarabu qui connaît tout dans cette affaire et veulent le tuer comme ils ont tué Mukono". (face aux média: [Bonesha/Télé-Renaissance/@rib News])

3. - (SOCIV-UPRONA)Le président de l'ACAT demande que le vice commissaire de la Police en province Bururi,Enock Sindayihebura,soit poursuivi pour torture en la personne de Vincent Ngendakuriyo qui a été battu sans aucun motif. (face aux média:[Bonesha/Rpa/@rib News])

4. - (SOCIV-UPRONA) Le président de l'Union Burundaise des Journalistes, Alexandre Niyungeko, annonce que les journalistes de Bujumbura ont rendu visite à Hassan Ruvakuki à la prison de Muramvya pour demander sa libération. Car selon ce dernier, Hassan Ruvakuki n'est ni terroriste ni rebelle. (face aux média:[Isanganiro/Rpa/Bonesha/Télé-Renaissance/@rib News])

5. -(SOCIV-UPRONA) Le président du FORSC, Pacifique Nininahazwe estime qu'il faut aller

doucement pour la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation et inclure plusieurs partenaires aux côtes du parti au pouvoir CNDD-FDD. (face aux média: [Bonesha/@rib News])

6. -(SOCIV-UPRONA) Le président de l'Union Burundaise des Journalistes, Alexandre Niyungeko, se dit étonnée du fait que le projet de loi sur la presse n'ait pas été analysé à l'Assemblée Nationale (AN) car selon lui, les amendements de la commission permanente chargée des questions politiques et administratives de l'AN peuvent être admissibles même si les lacunes ne manquent pas. (face aux média:[Rpa/@rib News])

7. -(SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Le vice-président de l'Olucome,Prudence Bararunyeretse, se dit étonné du fait que l'Assemblée Nationale (AN) a remis à une date ultérieure non précise l'analyse du projet de loi sur l'IPR pour les hauts dignitaires du pays. (face aux média:[Isanganiro/Rpa])

8. -(SOCIV-UPRONA/FRODEBU)Le PARSEM se dit aussi étonné d'entendre que les députés ont pour la 2ème fois renvoyer le projet de loi sur les impôts professionnels sur les revenus pour les grands dignitaires de ce pays. (face aux média:Bonesha/Rpa/Télé-Renaissance/@rib News)

9. -(SOCIV-UPRONA) Le président du Syndicat Général des Commerçants SYGECO est contre l'adhésion de nouvelles institutions financières à l'association des Banques du Burundi car cela ne favorise pas les Banques à travailler pour l'intérêt de la population. Il est appuyé par le Président du PARCEM, Faustin Ndikumana. (face aux média: [Rtnb/Bonesha/Rpa/Télé-Renaissance/@rib News])

10. -(SOCIV-UPRONA) La Ligue des Chômeurs et Précaires du Burundi (LCP) a adressé une correspondance au président Pierre Nkurunziza, aux présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Un cri d'alarme par rapport à la situation de pauvreté dans laquelle vivent les chômeurs.(Média: Xinhua)

11. -(SOCIV-UPRONA) Le président du CONAPES, Emmanuel Mashandari, un syndicat des enseignants au Burundi, disent qu'ils ne vont pas donner d'ici tôt les résultats du premier trimestre aux écoliers et élèves et demande aux directeurs d'écoles de ne plus faire pression sur les enseignants puisqu'ils suivent un appel lancé par leurs syndicats. Il dit attendre le début de ces négociations pour évaluer la situation sur leurs revendications.(face aux média: [Isanganiro/@rib News])

12. -(SOCIV-INT/FRANCE) Cinq ans après, toujours pas de Justice pour Agnès Dury - Action contre la Faim /(face aux média:Action contre la Faim)

13. -(SOCIV-INT/FRANCE) Reporters sans frontières apporte tout son soutien au journaliste Hassan Ruvakuki, emprisonné dans son pays depuis presque treize mois. La présidente de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), Marie-Christine Saragosse, lui apporte aussi son soutien. Le correspondant de RFI en swahili, condamné à la prison à perpétuité en première instance pour actes de terrorisme, après qu'il s'était rendu en Tanzanie (en vue de couvrir la naissance d'une nouvelle rébellion burundaise). (média : RFI /@rib News)

14. -(SOCIV-UPRONA) Le président du Syndicat National du Personnel Paramédical et des Aide-soignant (SYNAPA) , au niveau national, Mélance Hakizimana, affirme que la grève va continuer jusqu'à ce que les revendications aboutissent à des négociations pour la mise en application des accords conclus entre le SYNAPA et le Gouvernement. Le SYNAPA assurera un service minimum. (média : [Bonesha/Rpa/Isanganiro/@rib News])

15. -(SOCIV-UPRONA) Le professeur Michel Masabo qui a mené une étude pour l'OAG, sur le processus d'attribution des marchés publics, dit qu'il reste beaucoup à faire puisque la loi reste inappliquée. Pour lui, la récente mesure de concession de l'exploitation du Port de Bujumbura à une nouvelle société qui n'a même pas encore vu le jour, est irréguliaire car la loi dit que la compétition devrait avoir lieu. (média : [Rpa/Bonesha/Isanganiro/Télé-Renaissance/@rib News]).

16. -(SOCIV-SOC) M. Kassim Kazungu, président de l'ONG burundaise « Albinos Sans Frontières » (ASF-Burundi), à l'occasion d'une séance de plaidoyer et de réflexion sur la problématique d'albinisme au Burundi, a réclamé la mise en place d'une loi spécifique pour la protection des albinos burundais. (média : [Xinhua]).

17. -(SOCIV-SOC) Albert Mbonerane,de l'association "Ceinture verte pour l'environnement" demande que des mesures soient prises pour protéger la réserve de la Rusizi, côté Rukoko, car cette réserve est en train d'être détruite par les machines d'un certain Nahum qui veut y mettre des plantations de cannes à sucre. (média :[Rpa/@rib News]).

18. -(SOCIV-UPRONA) Les enseignants réunis au sein des syndicats CONAPES, SLEB, STEB et SYNAPEP n'ont pas donné les résultats des élèves et écoliers qui s'apprêtaient à rentrer pour les vacances de Noël et de nouvel an. (média : [Rpa/Bonesha/@rib News])

19. -(SOCIV) Martin Kazirukanyo, un citoyen burundais, espère " Que la stratégie de la tension ne rime pas avec 2013 au Burundi" car il dit : "La stratégie de la tension consiste à : imposer le débat, installer le doute des dirigeants d'un Etat souvent dit faible, créer l'incertitude non

gérable chez les citoyens en les faisant craindre le chaos et en les poussant vers des actions désespérées, amener les milieux sociaux vers des revendications sans issue, cautionner toute idée avilissant le pouvoir en place et en le dénigrant systématiquement malgré ses réalisations, appuyer tout groupe qui se veut vouloir bloquer toute initiative novatrice en la qualifiant d'office de néfaste pour la société en vue d'arracher l'assentiment de la population en faveur du statuquo, etc. Bref, tout paralyser sauf si ces dirigeants acceptent le dictat". [@rib News,AGNEWS]

NOVEMBRE 2012

20. -(SOCIV-UPRONA) Le directeur de la Radio Isanganiro, Vincent Nkeshimana, dans le cadre de la célébration du 10ème anniversaire de sa radio, déplore le problème de manque de moyens financiers et celui d'emprisonnements de journalistes auquel les journalistes font face. (média : [Bonesha/Isanganiro])

21. -(SOCIV-UPRONA) Frédéric Nzeyimana, le secrétaire exécutif du syndicat SLEB, accuse la présidente de ce syndicat,Marie Chantal Nahishubije , d'avoir détourné plus de 16.000.000Fbu de la caisse de ce syndicat. (média : [Bonesha/RPA/@rib News])

22. -(SOCIV-SOC) M. Athanase Rwamo, représentant légal d'un consortium d'ONG burundaises , à savoir « Oeuvre humanitaire pour la Protection et le Développement de l' Enfant » (OPDE), « Association de Prise En Charge des Orphelins du Sida" (APECOS) et "Observatoire Ineza des Droits de l'Enfant au Burundi » (OIDEB), propose que le Burundi s'aligne sur le modèle rwandais et enclenche un sursaut national pour une réduction drastique d'enfants à mettre au monde dans le cadre du planning familial. (media : Xinhua)

23. -(SOCIV-UPRONA) Les travailleurs du syndicat SYNAPA de l'hôpital Universitaire Roi Khaled disent que si le gouvernement ne paie pas les dettes qu'il doit à cet hôpital, il fermera ses portes très prochainement. (media :[Bonesha/Télé-Renaissance/@rib News])

24. -(SOCIV) Prudence Bararunyeretse, représentant du Coalition de la Société Civile des la Région des Grands Lacs contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (COSOC-GL) exigent le rétablissement de la sécurité dans le nord-est de la RDC. (media : Xinhua)

25. -(SOCIV-INT/BELGIQUE) Stef Vandeginste, Chargé de cours, Institut de Politique et de Gestion du Développement (IOB) et chercheur postdoctoral FWO, Faculté de Droit, Université d'Anvers, s'intéresse à l'annulation de la condamnation à mort du président du Burundi,S.E. Pierre Nkurunziza (voir Président de la République du Burundi : un commentaire de l'arrêt du 8 juillet 2011 de la Cour Suprême dans l'affaire RPSA 280). (media : @rib News)

26. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME, trouve que le dossier de privatisation du port de Bujumbura est miné de corruption car il a été trop vite ficelé - un seul mois alors qu'il fallait un délai de six mois pour le raffiner...(media : [Rpa/Isanganiro/Bonesha/@rib News])

27. -(SOCIV-UPRONA) Le FORSC est contre le fait de contraindre les réfugiés burundais du camp de Mtabila en Tanzanie à rentrer chez eux. (media : [Télé-Renaissance/Rpa/Isanganiro/Bonesha/@rib News])

28. -(SOCIV-INT/BURUNDI) Le secrétaire général de la Croix-Rouge, Anselme Katiyunguruza, à l'occasion d'une réunion avec ses partenaires, explique que la Croix-Rouge du Burundi doit gérer à la fois : - l'accueil des 35.000 rapatriés du camp de Mtabila en Tanzanie; l'accueil des réfugiés congolais qui fuient les affrontements entre le M23 et les FARDC; et l'épidémie de choléra.

29. --(SOCIV-INT/FRANCE) Reporters sans frontières RSF fait un appel en faveur du journaliste - Hassan Ruvakuki- arrêté il y a un an (media: Reporters sans frontières)

30. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Faustin Ndikumana, de l'ONG burundaise Parole et Action pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (PARCEM) demande quel'Etat lance officiellement la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (SNBLC), pour que commence le décaissement des fonds promis à la Conférence de Genève des bailleurs de fonds du Burundi pour la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté, 2ème génération (CSLP II)

31. -(SOCIV-SOC) Mme Sylvie Budeyi, vice-présidente de l'Association nationale des séropositifs et des sidéens (ANSS) demande au gouvernement burundais de prévoir annuellement 15% du budget national pour appuyer la prise en charge des malades du Sida à travers le pays.

OCTOBRE 2012 :

32. - (SOCIV-UPRONA/EDH) SurviT-Banguka accuse les démobilisés (du CNDD-FDD) de se faire passer pour de nouveaux rebelles repenti afin de mettre dos à dos les partis MSD (Alexis Sinduhije), CNDD (Léonard Nyangoma) et FNL (Agathon Rwasa). Soit l'ADC Ikibiri ...

33. - (SOCIV-UPRONA/EDH) SurviT-Banguka accuse les jeunes Imbonerakure mêlés aux autres anciens combattants (démobilisés FDD) instrumentalisés par le parti présidentiel, CNDD-FDD, de menacer les rescapés du site de Ruhororo.

34. - (SOCIV-UPRONA/EDH) SurviT-Banguka dénonce la politique de privatisation du pouvoir CNDD-FDD. ex. la société Air Burundi et la société SOBUGEA.

35. - (SOCIV-UPRONA/EDH) SurviT-Banguka se réjouie que le pouvoir CNDD-FDD doit revoir sa copie (dixit un émissaire de la Banque Mondiale), côté gestion des finances, à quelques jours de la grand’messe de Genève.

SEPTEMBRE 2012 :

36. - (SOCIV-SOC) L'association Abaniki, crée en 1995, affirment avoir contribué au retour de la paix dans les communes Kinama et Cibitoke en rassemblant les femmes Hutu et Tutsi séparées par la guerre.

37. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Faustin Ndikumana, président de l'association Paroles et Actions pour Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités « PARCEM » dit : " Pas de bonne gouvernance sans système national d'intégrité (SNI) efficace. Il reproche à l'Assemblée Nationale du Burundi qui a l'obligation de présenter le rapport de contrôle budgétaire de chaque exercice, au plus tard au mois d'août de l'année suivante, de ne l'avoir jamais donné depuis 2009. (media : SurviT-Banguka)

38. - (SOCIV-SOC) Monsieur Athanase Rwamo, de l'AMIE qui est présente au Burundi depuis 10 ans, informe, en France, le public sur ses projets en cours avec l'Association de prise en charge des orphelins du SIDA, qui œuvre depuis près de vingt ans à améliorer les conditions de vie des orphelins qui sont infectés par le VIH en privilégiant l'insertion en famille d'accueil, la scolarisation, les soins médicaux et le soutien psychologique et économique.

39. - (SOCIV-INT/FRANCE) Le Cndd-FDD essuie un échec dans la composition de la CENI (RFI)

AOUT 2012:

40. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Les professionnels des médias s'insurgent contre la prochaine loi sur la presse (SurviT-Banguka)

41. - (SOCIV) L'organisation burundaise d'investigation sur le web - nyabusorongo.org - dénonce la ségrégation "ethnique" que l'on retrouve au sein de nombreuses institutions de la société burundaise, dont le FORSC de Pacifique Nininahazwe(Délégué général) où on a quasi du 100% monoethnique (AGNEWS)

42. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Des jeunes Imbonerakure s'invitent dans une conférence publique axée sur la campagne contre la vie chère (SurviT-Banguka)

43. - (SOCIV) La globalisation au coeur d'une conférence (organisée par FORSC, OLUCOME, APRODH, et PARCEM)contre la vie chère. Des syndicalistes membres du PISC (Plateforme Intégrale Burundaise pour l'Efficacité de l'Aide au Développement (Pisc Burundi)) reprochent à ces associations organisatrices (appelés ces ONGS "étrangères") de mettre en avant des débats de petits bourgeois - la chereté de la bière ou de l'électricité, alors que plus de 2500 écoles ont étaient construites depuis 5 ans, et les citoyens barundi n'ont vu aucune brique venant de ces ONGS. (AGNEWS)

44. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Le génocide contre les Tutsi de Ntega-Marangara-1988 (SurviT-Banguka)

45. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Commémoration du 8ème anniversaire des massacres de Gatumba où près de 200 tutsis congolais, Banyamulenge, y ont péri, brutalement engloutis par l'inextinguible feu du génocide anti-tutsi, le 13 août 2004. (SurviT-Banguka)

46. - (SOCIV) Fin des inaugurations du cinquantenaire de l'indépendance - Le Burundi en fêtes pour ses 50 ans d'Indépendance.En commune Gishubi de la province Gitega (au centre du Burundi), a eu lieu la clôture, avec un joyeux feu d'artifice, des activités d'inaugurations des 50 œuvres choisies dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance nationale du Burundi... Le très populaire président africain du Burundi, S.E. Pierre Nkurunziza, a clôturé, les activités du cinquantenaire de l'indépendance du Burundi. Il s'agissait pendant un mois, depuis le 2 juillet, pour les autorités burundaises (accompagnés de nombreux touristes, et de Barundi ordinaires) de parcourir 50 œuvres, à travers tout le Burundi, qui auront marqué le 50 ans d'anniversaire de l'indépendance. (AGNEWS)

47. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Si l’on en croit le site de désinformation - www.nyabusorongo.org - ... Les gros poissons du CNDD-FDD déclarés persona non grata au pays de l’Oncle Sam USA (SurviT-Banguka)

JUILLET 2012 :

48. - (SOCIV) Le site d'investigation burundais, -nyabusorongo.org - vient de réaliser une série d'enquête sur les discriminations ethniques à l'embauche dans le secteur privé du Burundi. 80% des jobs sont sous la main des Bahima burundais (enfants de la Dictature) contre seulement 20% pour les Bahutu Barundi (les enfants de l'ancien royaume de millénaire de l'Urundi) (AGNEWS / NYABUSORONGO.ORG)

49. -(SOCIV) Le Témoin-Nyabusorongo - (1) informe que "La Représentation de l'Union Africaine au Burundi recrute son personnel local sur base ethnique" ou plus précisemment sur base clanique (2,3,6). Il s'agit d'une enquête qui a été menée par les journalistes M. Fabien NDIMURWIMO et M. Serge KITURIRWA du Témoin-Nyabusorongo. Après avoir révélé le même phénomène et les mêmes pratiques auprès des ONG, cette fois-ci, il s'agit de l'institution africaine de l'UA. Sur 11 membres du personnel local de la Représentation de l'Union Africaine au Burundi, 10 sont issus des Bahima burundais (ethnie Tutsi) , et un 1 provient des Bahutu Barundi. (NYABUSORONGO.ORG / AGNEWS)

JUIN 2012 :

50. - (SOCIV-UPRONA) Des hommes armés ont attaqué le weekend dernier plusieurs collines dans la province de Bubanza. Selon une source de Bubanza, les habitants des dix collines concernées par cette attaque ont fait savoir que la situation est revenue au calme après des combats entre l'armée et les groupes armés non encore identifiés. [Isanganiro/Rtr/Bonesha/Rpa/@rib News]

51. - (SOCIV) Le ministre de la Défense nationale Pontien Gacuyubwenge a fait savoir que la réserve naturelle de la Kibira, à plus de 25 km au nord de Bujumbura, n'abriten pas d'hommes armés qui peuvent perturber les cérémonies du cinquantenaire du Burundi. [rtnb/Isanganiro]

52. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) La condamnation du journaliste correspondant de la RFI Hassan Ruvakuki est une honte, déclare le président de l'APRODH Pierre Claver Mbonimpa [Rpa/@rib News]

53. - (SOCIV-UPRONA)Selon Pacifique Nininahazwe, Délégué Général du FORSC, Hassan Ruvakuki est victime de son travail et, selon lui, rien ne sert de condamner à perpétuité un journaliste au 21ème siècle, et pire encore à la veille de la célébration le 2 juillet prochain, de la fête de l'indépendance du Burundi. [Rpa/Isanganiro/@rib News]

54. - (SOCIV) Les victimes du génocide deviennent les accusés. Le Génocide des Bahutu du Burundi, commis par le Régime des Bahima du Burundi (Micombero, Bagaza, et Buyoya), c'est 4.5 Millions de victimes Bahutu Barundi (comprenant les Batutsi et les Baganwa) en près de 40 ans de règne. Malheureusement, le Burundi n' a pas eu "son procès de Nuremberg". Et il en paie les conséquences. Selon les associations des victimes de la Dictature des Bahima Burundais, l'extrême droite des Bahima burundais est aujourd'hui mobilisée autour d'une campagne médiatique (ou de communication) ayant pour objectif de revoir l'Histoire récente du Burundi concernant le Génocide des Bahutu Barundi : Désormais les victimes devenant eux et les tortionaires, les Bahutu Barundi. Cette campagne est centrée (au travers de colloques ou séminaires) sur la fameuse 4ème ethnie burundaise du Dictateur Buyoya : la communauté internationale. Les associations des victimes de la Dictature des Bahima du Burundi portent connaissance de ce révisionnisme à l'Etat du Burundi et à la communauté internationale (AGNEWS).

55. - (SOCIV) Dénonciation du tribalisme dans les ONG burundaises, l'ex. de la Ligue ITEKA où, avec un personnel salarié de 67 personnes toutes catégories confondues, 54 sont des Bahima (ethnie Tutsi) (81%) contre seulement 13 des BaHutu Barundi (19%) (Le témoin Nyabusorongo / AGnews)

56. - (SOCIV) Le Conseil National de la Communication (CNC) condamne la radio Rema et transfert le dossier à la Justice (@rib News)

57. - (SOCIV-INT/CHINE) Le président Alexandre Niyungeko, cité par plusieurs radios locales, de l'Union burundaise des journalistes (UBJ)s'insurge contre un projet de révision de la loi sur la presse (Xinhua)

58. - (SOCIV/UPRONA) Synergie de certains médias privés : Rpa, Isanganiro, Bonesha, Ccib, Radio Renaissance et Radio Culture, autour de 2 sujets : la liberté de la presse et

l’incarcération du journaliste Hassan Ruvakuki. Innocent Muhozi, de l’Observatoire de la Presse Burundaise, convaint que Hassan Ruvakuki est inoncent comme Roméo Langrois de France 24 capturé par les FARC de la Colombie mais qui a été vite relâché puisqu’il était journaliste même s’il a été capturé en compagnie de militaires gouvernementaux qui allaient combattre les FARC. Cet avis est partagé avec Pacifique Nininahazwe, président du FORSC. [Rpa, Isanganiro, Bonesha, Ccib, Radio Renaissance et Radio Culture,@rib News]

59. - (SOCIV-INT/FRANCE) RFI et RSF en "colère" après la condamnation du journaliste burundais Hassan Ruvakuki à la perpétuité.

60. - (SOCIV-INT/FRANCE) RFI et France 24 extrêmement choquées par la condamnation de Ruvakuki

MAI 2012 :

61. - (SOCIV-INT/CHINE) Les restes de Mwambutsa IV ne seront pas rapatriés, dit Esther Kamatari (Xinhua)

62. - (SOCIV) Emmanuel Bamenyekanye dénonce Du "deux poids, deux mesures" dans la compassion envers les victimes

On ne parle pas de la - Commémoration du 29 Avril 2012 à Bujumbura - (génocide des Bahutu Barundi en 1972), mais on parle du massacre des enfants de Buta en 1997, évènement qui en cache bien d'autres.(@rib News)

63. - (SOCIV) Fabien Cishahayo ecrit "Burundi / Génocide 1972 : Hommage à une héroine, Rose Karambizi Ndayahoze ... Il était une fois une femme qui criait contre le génocide mais qui, hélas, ne fut ni écoutée ni entendue" (burundibwacu.info)

64. - (SOCIV-INT/FRANCE) L'Union européenne (Stéphane De Loeker) lance de sérieuses mises en garde aux décideurs burundais (RFI)

65. - (SOCIV) Naissance d'une société civile alternative - la Plateforme Intégrale Burundaise pour l'Efficacité de l'Aide au Développement (Pisc Burundi) de M. Gilbert Bécaud Njangwa - qui dénonce la politisation de certaines organisations comme le FORSC, l'APRODH, et l'OLUCOME, qui, souvent, parlent au nom de la Société civile du Burundi ... (AGNEWS)

66. - (SOCIV) l'ONG Refugee Education Trust (RET) est accusé de recruter sur une base ethnique que ce soit à son siège social à Bujumbura ou au sein de ses bureaux basés à l'intérieur du pays. RET recrute et employe 99% de Bahima / tutsi (les enfants de la Dictature) contre 1% de Bahutu Barundi. Soit sur ses 22 employés burundais, 21 sont des Bahima contre 1 seul Hutu. (Nyabusorongo/AGNEWS)

67. - (SOCIV-INT/FRANCE) Le procès contre le journaliste Ruvakuki "n'est qu'une mascarade" (RSF / Reporters sans frontières)

68. - (SOCIV-UPRONA) L'American Barreau Association (ABA) a adressé une correspondance au Président de la République pour lui faire part de son indignation sur le cas d'emprisonnement d'Hassan Ruvakuki. [Bonesha, @rib News]

69. - (SOCIV-INT/CHINE) Les partis politiques de l'opposition (ADC Ikibiri) et la société civile (les médias burundais/ l'Association des Radio Diffuseurs (ABR)) démentent vouloir ternir l'image du Burundi (Xinhua).

70. - (SOCIV-INT/USA) Tentative de blocage d'un rapport portant sur les assassinats politiques (Human Rights Watch)

71. - (SOCIV-INT/USA) La CPJ appelle à l'abandon immédiat des poursuites contre Ruvakiki (CPJ Africa / @rib News)

72. - (SOCIV-INT/FRANCE) Le gouvernement burundais interdit une conférence de presse de Human Rights Watch (AFP / @rib News)

73. - (SOCIV-INT/FRANCE) Vie chère au Burundi - la grogne sociale pousse le pouvoir à lâcher du lest (RFI)

74. - (SOCIV-INT/FRANCE) Burundi - le retour du meurtre d'albinos - Chantal, une jeune fille albinos de 15 ans a été tuée par un groupe de criminels (RFI)

75. - (SOCIV-INT/FRANCE) Burundi - une albinos tuée et démembrée (AFP / @rib News)

76. - (SOCIV-INT/CHINE) Burundi - Reprise de la chasse aux albinos, selon le vice-président de cette association, Anicet Bangirimana, de l'association Albinos sans frontières du Burundi (Xinhua / @rib News)

77. - (SOCIV-SOC) L'ONG "350 Burundi" apporte de l'aide aux déplacés climatiques de Gatumba, à quelque 18 km de Bujumbura, suite aux fortes inondations de fin février. (Xinhua)

78. - (SOCIV-INT/FRANCE) Perpétuité requise contre un journaliste accusé de "terrorisme"(AFP / @rib News)

79. - (SOCIV) Burundi- Les rapports "non crédibles" de HRW , ICG (, ...). (AGNEWS)

80. - (SOCIV-INT/FRANCE) Le FIDH, via son partenaire du Burundi ITEKA, appelle le Burundi à honorer ses engagements vis-à-vis de la CADHP garantissant l'accès des individus et ONG à la Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples.

AVRIL 2012 :

81. - (SOCIV) Esther Kamatari : "Il ne peut y avoir réconciliation sans vérité" (@rib News)

82. - (SOCIV) Les Hutu du Burundi "peuple cible de génocide" selon le rapport Whitaker / La journaliste et intellectuelle burundaise Perpétue Nshimirimana s'interroge : "1972-2012 -Quarante ans de silence sur le génocide des Hutu du Burundi.- A quand la reconnaissance officielle par les autorités burundaises ?" (@rib News / AGNEWS)

83. - (SOCIV-UPRONA/EDH) publication sur le site surviit du « Deuxième acte : Le génocide contre les Tutsi de 1972 », Extrait du livre de Rutamucero Diomède / « Le génocide contre les Tutsi du Burundi, un crime avoué mais impuni, Bujumbura 2009 » (tutsi.org)

84. - (SOCIV) Culte du mensonge et du silence sur le génocide de 1972 au Burundi

Le journaliste Salvator Sunzu s'interroge sur Avril 1972… la conspiration du silence et une (im)possible réconciliation (@rib News)

85. - (SOCIV) Burundi : pour une prise de conscience de la gravité du génocide de 1972

L'intellectuel Kazirukanyo Martin parle de " L'opprobre de 1972 au Burundi : 40 ans déjà !" (@rib News / AGNEWS)

86. - (SOCIV-UPRONA/EDH) COMMMUNIQUÉ D'AC GENOCIDE CANADA A L'OCCASION DU 40ème ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE DE 1972 (tutsi.org)

87. - (SOCIV) Des Barundi de la Diaspora (Aimé Emmanuel NIBIGIRA (Espagne),Emmanuel BAMENYEKANYE (Belgique),Serge NSABIMANA (Belgique),Apollinaire NDAYISENGA (Zambie),et Macaire NAHIMANA (Italie)) organisent et commémorent pour une -première fois- à Bujumbura le génocide de 1972 au Burundi (@rib News / AGNEWS)

88. - (SOCIV) Génocide de 1972 au Burundi : Le tour de parole des victimes est arrivé !

Rose Ntwenga, de Montpellier (France), victime du génocide contre les Bahutu Barundi au Burundi

témoigne : « Commission Vérité et Réconciliation -Très longue hésitation[1] pour sa mise en place - (@rib News)

89. - (SOCIV) L'intellectuelle (Feu) Jeanne d'Arc Mpitabakana fait parraître son témoignage dans un livre intitulé "Au nom des miens" de Jeanne d'Arc Mpitabakana - Bref, elle y explique l'histoire d'une famille meurtrie par l'assassinat du père lors du génocide de 1972 au Burundi

/Papa est parti au travail sans déjeuner (@rib News / AGNEWS)

90. - (SOCIV) "29 avril : Garder une mémoire vigilante sur l'hécatombe de 1972 au Burundi" - (@rib News)

91. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU & SOCIV-INT) OLUCOME dédiée un semaine à Ernest Manirumva assassiné il y a trois ans (Xinhua)

92. - (SOCIV-UPRONA) Les signes de la vie chère à Bujumbura se font sentir (RPA)

93. - (SOCIV-UPRONA) Spéciales Journée commémorative de la mort de Manirumva (Isanganiro,Rpa,Bonesha,Rtnb)

94. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU & SOCIV-INT) Au moins 161 personnes ont été tuées au premier trimestre à cause des violences, a indiqué l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues - APRODH (Source Xinhua)

95. - (SOCIV-UPRONA) L'APRODH a sorti un rapport sur la situation dans le domaine des droits de l'homme. Selon ce rapport, 483 personnes ont été tuées durant l'année 2011 et 429 autres ont été blessées. (Télé Renaissance)

96. - (SOCIV-UPRONA & SOCIV-INT) Les Burundais appelés à célébrer la Fête internationale du travail avec éclat par les confédérations COSYBU et CSB qui avaient exprimé des menaces à l'endroit du gouvernement face à la cherté de la vie (Xinhua)

97. - (SOCIV) Burundi : débat autour du recensement ethnique des travailleurs - / Conserver les acquis d'une politique d'exclusion ethnique et régionale des régimes de Micombero, Bagaza et Buyoya : tel est le but caché des syndicats et du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique [qui est de l'UPRONA]. Même position pour le Président de l'APUB, Monsieur Egide MANIRAKIZA (@rib News)

MARS 2012 :

98. - (SOCIV-INT) Le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) va bientôt ouvrir un Bureau au Burundi (PANA)

99. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Les syndicats qui se disent patriotes appellent à la grève générale - Au moment où syndicats et autres organisations de la société civile appellent la population à constituer un front social de contestation de la « vie chère au Burundi ». Les syndicat indépendant des enseignants du secondaire au Burundi (SIPESBU) et les syndicat des enseignants du primaire au Burundi (SEPBU) appel les enseignants à rester au travail. « Ne vous laisser pas entraîner par ces autres syndicalistes qui ont d'autres motivations, rester au service ». (SurviT-Banguka)

100. - (SOCIV-INT/CHINE) Le deuxième vice-président burundais Gervais Rufyikiri (le gouvernement) initie, avec les représentants des organisations syndicales burundaises, un dialogue sur la vie chère (Xinhua)

101. - (SOCIV-UPRONA) Le syndicat CONAPES va observer un arrêt de travail ce lundi le 5 mars comme annoncé dans le préavis de grève émis dernièrement, dixit Emmanuel Mashandari, le représentant de ce syndicat. (Rpa/Bonesha)

102. - (SOCIV-INT/CHINE) La FAO préoccupée par l'insécurité alimentaire des personnes vivant avec le VIH (Xinhua)

103. - (SOCIV-UPRONA) Les syndicats et la société civile demandent toujours qu'il y ait suspension de la mesure de revoir à la hausse les prix de l'eau et de l'électricité, mais le deuxième Vice-président de la République n'a pas accepté.(Rpa)

104. - (SOCIV-UPRONA) Les responsables de la Ligue Iteka en province de Bururi font savoir que la commune de Rumonge vient en tête dans le non-respect des droits de l'Homme (Bonesha).

105. - (SOCIV-INT/CHINE) 486 organisations de la société civile burundaise engagées dans une campagne contre la vie chère appelle à une grève générale ce jeudi (Xinhua)

106. - (SOCIV-UPRONA) Burundi : De la "vie chère" vers la "désintégration sociale totale" Vie chère au Burundi : à qui la faute ?

Par Thierry Uwamahoro (@rib News)

107. - (SOCIV-INT/CHINE) Le Fonds international pour le développement Agricole (FIDA) suggère au Burundi de transformer l'agriculture de subsistance en agriculture de marché (Xinhua)

108. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Cap sur la 190ème journée commémorative de l’association AC-Génocide Cirimoso du Professeur Venant Bamboneyeho - Comme ils le font tous les 21 de chaque mois depuis des décennies, les membres et sympathisants de l’association AC-Génocide/Cirimoso se sont retrouvés ce 21 mars au Carrefour de la JRR situé dans la commune urbaine de Ngagara en mairie de Bujumbura (SurviT-Banguka)

FEVRIER 2012 :

109. - (SOCIV-UPRONA) Hassan Ruvakuki va comparaître demain à Bujumbura depuis son arrestation le 28 novembre 2011. Il a été conduit dans un lieu inconnu et les journalistes ainsi que les organisations de la société civile ont dénoncé une forme d'enlèvement (Isanaganiro)

110. - (SOCIV-INT) Maggy Barankitse se lance dans la micro finance au Burundi

111. - (SOCIV-UPRONA) Le syndicat CONAPES va observer un arrêt du travail de 4 jours à partir du 5 mars prochain. (RPA)

112. - (SOCIV-UPRONA) Le président du PARSEM passe sa première nuit à la prison centrale de Mpimba.Il a été arrêté alors qu'il avait comparu devant le procureur près la Cour anti-corruption. Il a arrêté sur instigation du ministre de la Justice non content du fait que Faustin Ndikumana lui a demandé de bien revoir le système d'engagement des travailleurs au sein de son ministère où des pots de vins seraient exigés pour décrocher l'un ou l'autre poste.(Rpa/Bonesha)

113. - (SOCIV-UPRONA) Le délégué général du FORSC fait savoir que la corruption au ministère de la Justice fait parler d'elle par toutes les autorités à commencer par le premier Vice-président de la République. Il réagit en réaction à l'arrestation et à l'incarcération de Faustin Ndikumana, président du PARSEM. - La même réaction a aussi été faite par le FOCODE. Quant à Isidore Rufyikiri, le président du barreau des avocats, il fait savoir que les incarcérations arbitraires ne servent à rien et sont une honte pour le pays (Isanganiro/Rpa/Bonesha)

114. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Le syndicat des magistrats burundais (Symabu) exige une réponse gouvernementale aux inquiétudes de l'Union Européenne par rapport à la dépendance flagrante de l'appareil judiciaire au Burundi (SurviT-Banguka)

115. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Libération sous caution de Faustin Ndikumana président de l'ONG locale PARSEM vers 12 heures de ce mardi (Rpa/Bonesha/Isanganiro)

116. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Sale temps pour le Président de l'APRODH (association pour la protection des droits de l'homme et des personnes détenues), Pierre Claver

Mbonimpa. Le Ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, lui demande de fournir des preuves sur ses propos de réarmement des jeunes Imbonerakure dans le cadre d'un plan du nom de « Safisha » dont il ne cesse de parler. (SurviT-Banguka)

117. - (SOCIV-UPRONA/EDH) L'effet Monseigneur Sérapion, le tout nouveau président de la «Commission Nationale Terres et Autres Biens», se fait déjà sentir au niveau des différends entre rapatriés et résidents. Il va créer plus de problèmes qu'il n'en résoudra car il se croit mandaté pour enregistrer uniquement les doléances des rapatriés afin de spolier systématiquement les terres occupées par d'autres Burundais depuis plusieurs générations (SurviT-Banguka)

118. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Une bande de brigands (les miliciens Imbonerakure) broient la tête d'un militant des droits de l'homme à Kayanza. La dernière victime en date est un certain François Hakizimana (sexagénaire), représentant de la Ligue des Droits de l'Homme « ITEKA » dans la province de Kayanza... « C'était un vieux militant des droits de l'homme très engagé et qui défendait les droits des faibles et d'autres personnes sans défense ; je pense que le Gouvernement devrait rapidement commanditer une enquête sérieuse et approfondie autour de cet assassinat sinon le pays serait réduit à une jungle où seul la loi du plus fort... », a déclaré Joseph Ndayizeye, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Iteka. (SurviT-Banguka)

119. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Les exécutions extrajudiciaires des membres des partis de l'opposition ont repris ces derniers jours au Burundi, selon Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH, une ONG locale de défense des droits des prisonniers, à cause de la redistribution des armes par le pouvoir et surtout les agents de la documentation nationale... (@rib News)

120. - (SOCIV-UPRONA) L'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) demande la libération immédiate du président de PARCEM (@rib News)

121. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Le président de l'APRODH fait savoir que le Lieutenant François Niyonkuru est emprisonné d'une façon arbitraire puisqu'après son acquittement par le Tribunal de Grande Instance de Bujumbura, il devrait être relâché. (Rpa)

122. - (SOCIV-UPRONA/FRODEBU) Le président de l'OLUCOME fait savoir que le Burundi va perdre plus de 42 millions de nos francs suite à une mesure de l'ancienne ministre de la Justice Marie Ancile Ntakaburimvo.(Isanganiro)

123. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Le pouvoir CNDD-FDD indigne la communauté internationale... L'UE suit de près le traitement judiciaire de plusieurs cas emblématiques au Burundi et soutient qu'une justice indépendante et efficace constitue un élément crucial dans la réconciliation et le développement de la société » burundaise, explique le chef de la délégation de l'UE au Burundi, Stéphane De Loecker.(SurviT-Banguka)

JANVIER 2012 :

124. - (SOCIV-INT/CHINE) La Société civile invite la BM à s'impliquer contre la pauvreté (Xinhua)

125. - (SOCIV-UPRONA/EDH) CONCERN OVER ALEXIS SINDUHIJE'S ARREST IN DAR-ES-SALAM (SurviT-Banguka)

126. - (SOCIV-INT) Le personnel de la Mutuelle de la Fonction publique (MFP) - Grève "illimitée" dans le secteur de la santé publique au Burundi (PANA)

127. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Le débat sur la réforme de la constitution bat son plein - « Nous avons l'habitude de voir des Chefs d'Etats africains qui, lorsqu'ils sont au bout de leur deuxième et dernier mandat, revisitent la constitution pour s'offrir un troisième ; j'ose espérer que ce n'est pas le cas pour Pierre Nkurunziza sinon le peuple s'y opposera vigoureusement » (SurviT-Banguka)

128. - (SOCIV-UPRONA/EDH) Le pouvoir diabolise pêle-mêle l'UPRONA et l'Union burundaise des journalistes - C'est écrit noir sur blanc depuis quelques temps mais et ça n'a toujours l'air de rien mais. En effet, sur le site web www.nyabusorongo.org (dont on dit qu'il est géré par Willy Nyamitwe, recyclé), le parti UPRONA ou plus exactement le siège de sa permanence officielle est présenté comme un véritable labo des projets destructeurs de la République. L'on y apprend en effet, à la surprise générale, que c'est à la permanence de Kumugumya que la décision de défendre becs et ongles le journaliste Hassan Ruvakuki a été prise. Embastillé depuis une quarantaine de jours à la prison centrale de Ruyigi avec 22 autres prévenus, ce journaliste de la radio Bonesha-FM et correspondant de la RFI est accusé d'avoir participé à une réunion de bandes terroristes en Tanzanie. Pour le défendre sans réserve, un fonds de soutien aurait donc été créé. Sans doute par ceux pour qui il roule et le parti UPRONA au premier chef. (SurviT-Banguka)

129. - (SOCIV-INT/ALLEMAGNE) Burundi : sécurité alimentaire et réconciliation / la Welthungerhilfe (Agro Action allemande) mène depuis 2010 un projet pour aider la population à gérer durablement ses récoltes... et ses conflits. Un reportage de Marie-Ange Pioerron (Deutsche Welle)

130. - (SOCIV-UPRONA) Pierre Nkurunziza a refusé tout dialogue avec les partis de l'opposition malgré l'appel des partenaires à entamer des négociations (avec l'ADC Ikibiri). « Nous ne ferons pas de dialogue avec un groupe isolé en excluant les autres, et Nous ne tomberons jamais dans le piège de faire que les politiciens se prétendent être au-dessus des autres citoyens burundais, ou bien que ce sont eux qui disposent des réponses appropriées aux questions de tout le pays », a souligné depuis Ngozi le président Nkurunziza dans son discours à la Nation ce weekend/ - De son coté Paciciquye Nininahazwe, au nom de la société civile burundaise, souligne que le discours du président de la République est venu renforcer ce qu'avaient déjà déclaré les collaborateurs, à savoir le porte-parole du président, Léonidas Hatungimana, le porte-parole du Gouvernement, Philippe Nzibonariba et le président du parti CNDD-FDD, Jéremie Ngendakumana. (Rtnb/Isanganiro/Rpa/Bonesha)

131. - (SOCIV-INT & SOCIV-UPRONA) Burundi : la société civile pour la stabilité dans la révision de la Constitution / « Si le président Pierre Nkurunziza a l'intention de modifier la Constitution pour lever le verrou de la limitation des mandats présidentiels, ce serait un recul de notre démocratie, ça ne nous avantagerait en rien », a déclaré à la presse le délégué général de Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC) / Il a aussi mis en garde contre une révision de la Constitution qui mette en cause les Accords d'Arusha pour la paix et la Réconciliation en ce qui concerne les points fondamentaux comme la question des équilibres ethniques et de genre. « La stabilité que nous avons est un peu liée à ces dispositions et il n'est pas encore opportun de les toucher », a encore déclaré Nininahazwe. (Xinhua)

132. - (SOCIV) Le deuxième vice-président de la République a réuni les représentants des partis politiques pour échanger sur le rapport de la commission chargée de préparer la mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation (Rtnb)

133. - (SOCIV-UPRONA) Le Conseil des Bashingantahe demande au gouvernement d'engager des négociations avec tous les partenaires politiques (Bonesha/Renaissance/Rtnb)

134. - (SOCIV-UPRONA) Le politologue Jean Salathiel Muntunutwiwe dénonce la particratie que crée le type de scrutins des listes bloqués. Selon lui, les listes bloquées lors des élections font que ceux qui sont mis avant sur ces listes soient ceux qui se connaissent avec le président de ces partis ou qui lui ont donné quelque chose. (Rtnb/Rtr)

135. - (SOCIV-INT/FRANCE) Burundi- verdict en catimini du procès des auteurs du massacre de Gatumba (RFI)